

Mesdames et Messieurs les étudiants

Guyancourt, le 16 novembre 2020

Mesdames, Messieurs,

Chers étudiants,

La communauté universitaire se mobilise contre les amendements apportés récemment au projet de la loi de programmation de la recherche, qui devrait être adopté définitivement par l'Assemblée nationale et le Sénat dans les jours qui viennent.

Ces amendements impliquent la neutralisation, voire -à terme- la disparition du Conseil national des Universités (CNU), instance nationale de recrutement et de régulation des carrières des enseignants-chercheurs. Ils ouvrent la voie à un recrutement exclusivement local au sein de chaque université.

Aujourd'hui, les candidats aux fonctions d'enseignant-chercheur, titulaires du grade de doctorat, doivent – dans un premier temps- être nationalement qualifiés par le CNU sur le seul fondement de la qualité scientifique de leurs travaux (le CNU est composé d'enseignants-chercheurs -dont les 2/3 sont élus- de chaque discipline). Dans un second temps, les candidats qualifiés se présentent à un concours ouvert sur chaque poste disponible, au sein des universités. La phase nationale du recrutement des enseignants-chercheurs est donc le gage d'un juste équilibre entre liberté de recrutement par chaque université et impartialité de l'évaluation scientifique des candidats.

Au-delà, cet équilibre est garant de l'unité du service public de l'enseignement supérieur français et de l'indépendance professionnelle de chaque enseignant-chercheur. C'est cette indépendance qui assure la diffusion, au sein de vos enseignements, de la libre circulation des idées et des opinions, de la libre critique, du libre débat. Ces valeurs fondamentales sont au cœur du projet de formation et d'émancipation intellectuelle que l'Université vous propose.

En dépit des temps difficiles que nous vivons, ces raisons impérieuses conduisent notre communauté universitaire à la mobilisation et à demander le retrait de ces amendements.

Cordialement.

Marie-Emma BOURSIER  
Doyen de la Faculté de droit et science politique

  
